

Le budget 2018: Faire de la France la "nouvelle frontière" des élites.

Un budget est la traduction d'une volonté, d'une priorité. Le budget 2018 proposé à la discussion du parlement, se donne clairement pour but le retour en France des élites qui faisaient affaires ailleurs. Le gouvernement a l'ambition de faire de notre pays un territoire des plus attractifs, un nouvel Eldorado, une "Nouvelle frontière" pour investisseurs de tout acabit.

Il en résulte une entrée dans la concurrence mondiale dans le but d'y faire bonne figure, les intentions d'égalité ou de justice étant secondaires, sinon abandonnées.

Le budget Macron n'est pas un copié collé des productions traditionnelles de la droite qui n'avaient que des fondements comptables ou clientélistes. Ici la volonté est différente. La France devient un nouveau territoire propice aux affaires. **Le public ciblé est la finance internationale qui investit chez nous avec un bien vivre assuré, pour les familles concernées.** Ce n'est pas un hasard si le Ministre des Comptes publics annonce fermer le service de traitement des déclarations rectificatives pour les évadés fiscaux qui avaient décidé de se repentir. Ils doivent rentrer.

On ne fait pas dans la dentelle pour atteindre ces objectifs. Tel est le sens de la transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière (IFI). C'est donc 80% de l'assiette qui va disparaître du jour au lendemain. Reconnaissons que c'était annoncé durant la présidentielle. Pour le public ciblé, plus d'ISF du tout. Ces nouveaux investisseurs et leurs familles pourront jouir tranquillement de leurs actions, des assurances-vie, des autres actifs financiers, mais aussi de tous les biens qui jusqu'ici faisaient partie de la base taxable de l'ISF comme les yachts, les jets privés, les chevaux de course ou autres.

De plus ils ont une lisibilité assurée pour leurs futurs impôts. Il est instauré un prélèvement forfaitaire unique (PFU) à 30% sur les revenus tirés des capitaux.

Mécaniquement leur contribution baissera. Tout ceci fait dire à Michel Sapin que, à côté de ces dispositions, le "bouclier fiscal" de Sarkozy était 3 fois moins avantageux.

Donc un budget tourné vers l'investissement. Mais quelles garanties? Personne ne croit sérieusement au ruissellement, l'argent des puissants profitant automatiquement à tous, tel le champagne qui ruisselle jusqu'en bas quand une fontaine de verres est utilisée les soirs de fêtes.

Investir dans l'économie réelle? c'est indispensable. Penser que cela sera automatique c'est au mieux faire preuve de naïveté coupable. Ce sera **impossible sans mise en place d'un système "donnant donnant"** qui seul permettrait de faire de l'argent distribué un outil au service du bien commun.

Jean Claude Hiquet . 01-10-2017